

Auteur : Portugal

Commission : Conseil des Ministres de l'Économie et des Finances

Problématique : Vers un protectionnisme européen ? Faut-il protéger le marché européen de la concurrence internationale pour faire face aux conséquences de la crise du COVID-19 ?

Depuis sa création, le Comité économique et financier de l'Union

L'objectif de l'Europe est de détecter, prévenir et corriger les évolutions économiques problématiques, telles que la dette publique excessive ou les déficits.

Dans cette perspective, il existe un mécanisme européen d'assistance financière. Ils visent à soutenir les pays de l'UE en difficulté afin de maintenir la stabilité financière de l'UE dans la «zone euro». Cependant, selon la Cour européenne de justice, l'UE a peu pratiqué le protectionnisme dans les marchés publics: pour ce type de marché, le taux d'ouverture en Europe est de 90%, non seulement de 32% aux États-Unis, mais de 28% en Europe. Depuis sa création, le Comité économique et financier de l'Union

Afin de réduire l'impact sur les moyens de subsistance des populations et sur l'économie, la Commission européenne a pris des mesures économiques globales contre la pandémie, a pleinement utilisé la flexibilité offerte par les règles budgétaires de l'UE, a révisé ses règles en matière d'aides d'État et établi 37 milliards d'euros d'investissements en réponse au coronavirus, le plan vise à apporter des liquidités aux petites entreprises et au secteur de la santé.

Elle a lancé un nouveau programme appelé SURE-Support pour réduire le risque de chômage dans les situations d'urgence pour aider à conserver les emplois et soutenir la famille. Les agriculteurs et les pêcheurs en bénéficieront également, tout comme les plus pauvres.

Le XXI gouvernement constitutionnel (portugais: XXI Governo Constitucional) est le gouvernement de la République portugaise du 26 novembre 2015 au 26 octobre 2019 et fait partie du XIII organe législatif du Parlement de la République. Il a été dirigé par le socialiste António Costa, qui s'est classé deuxième aux élections législatives et a été soutenu sans la participation de socialistes écologiques, communistes et écologistes. Il a succédé à Pedro Passos Coelho (Pedro Passos Coelho) en tant que 20e gouvernement constitutionnel. Sous la direction d'António Costa, il a été remplacé par le 22e gouvernement constitutionnel.

Aujourd'hui, quelle que soit la situation économique des pays européens. Que ce soit en termes de déficit commercial ou de dette, de plus en plus de pays choisissent des pays plutôt que le protectionnisme commercial européen, tandis que d'autres pays s'opposent et sont donc plus proches des grandes puissances mondiales en dehors de l'UE.

Le protectionnisme européen exigera un accord commun et la confiance dans l'Union européenne entre les pays qui se trouvent dans l'incapacité de se coordonner et de parvenir à un accord commun, ce qui est prouvé en l'absence d'accord sur le protectionnisme en Europe. Cependant, il existe des accords de libre-échange avec les pays de l'ASEM. Par conséquent, l'Union européenne est confrontée à de graves différences et il existe un énorme déséquilibre entre les pays, ce qui est propice à la concurrence internationale.

Nous devons tous nous rendre compte que nous devons continuer à mener une vie normale avant de vendre des vaccins sur le marché et que tout le monde puisse acheter le vaccin ou le remède. «Les efforts que nous avons déployés reflètent le comportement exemplaire de la majorité de la population et ont obtenu des résultats» dans les semaines qui ont suivi le plan.

Cependant, le président de la République Marcelo Rebelo de Sousa l'a averti à plusieurs reprises: «Afin de revenir progressivement à la normale en mai, nous devons prendre des mesures en avril pour nous rétablir. Depuis mars, il est en quarantaine après avoir contacté des élèves d'une école du

nord du Portugal, le huitième a été fermé après la découverte d'un cas de coronavirus.

MESURES:

Programmes de 13 milliards d'euros, approuvés par la CE, pour fournir des subventions directes et des garanties publiques sur les prêts pour aider les PME et les grandes entreprises à répondre aux besoins d'investissement et de fonds de roulement, pendant l'épidémie, y compris une ligne de crédit garantie par l'État via le système bancaire (6 200 millions d'euros): 1) restaurants (600 millions d'euros); 2) agences de voyages (200 millions d'euros); 3) tourisme (900 millions d'euros); 4) industrie (4 500 millions d'euros).

- Ligne de crédit pour le soutien de la trésorerie aux entreprises les plus touchées par COVID-19 (400 M €), 12 / 3-6 / 4.

- Ligne de crédit pour le soutien de la trésorerie au secteur de l'économie sociale (165 M €), en raison de l'impact du COVID-19.

- Ligne de crédit aux micro-entreprises du secteur du tourisme (60 M €), démarrée le 19/03. - Ligne de crédit (subventionnée) destinée aux opérateurs des secteurs de la pêche et de l'aquaculture (20 M €).

- Augmentation des limites maximales pour les plans d'assurance-crédit à l'exportation pour les métaux, les moisissures, industries métalliques et mécaniques (+ 100 M €), construction à l'étranger (+ 100 M €), courts-circuits

Exportations à terme (+ 50 M €).

- Octroi de l'approbation par la République portugaise d'un prêt à TAP - Transportes Aéreos Portugueses, S. A., 7/17, et autorisation au gouvernement pour l'acquisition d'actions, de droits de propriété et de compléments liés à TAP, 7/16.

Suspension de la résiliation des contrats de location et éventuel moratoire en cas de perte de revenus. Les locataires et propriétaires à faible revenu peuvent utiliser les prêts de l'Institut pour le logement et la réhabilitation urbaine (IHRU) pour payer leur loyer, jusqu'en septembre 2020. Suspension de la résiliation des services essentiels (eau, électricité, gaz naturel, télécommunications).

Paquet de 25 M € pour soutenir l'écosystème entrepreneurial: 1) Start-up COVID19 (soutien financier par travailleur); 2) Bonus de démarrage (extension automatique de 3 mois); 3) Bon pour soutenir les incubateurs de start-up; 4) Financement mezzanine pour les start-up; 5) Appel à financement de Portugal Ventures (investissement); 6) Fonds 200M (co-investissement dans les PME); 7) Fonds de co-investissement pour l'innovation sociale.

Examen du programme Internationalisation 2030 pour promouvoir les exportations et les IDE, 7/5. Soutien financier aux artistes et entités les plus touchés (1 M €). Renforcé à 1,7 M €, le 5/13. Moratoire public (qui couvre le principal, les intérêts et autres charges) appliqué aux prêts accordés aux personnes physiques (en ce qui concerne les hypothèques pour la résidence permanente et les personnes les plus touchées: chômeurs, chômeurs, assistance aux enfants / petits-enfants, en isolement prophylactique ou malades du COVID- 19), aux prêts accordés à la NFC, aux entrepreneurs individuels et aux institutions privées de solidarité sociale, aux organisations à but non lucratif, ainsi qu'à d'autres entités de l'économie sociale. Des conditions s'appliquent (par exemple, les prêts ne peuvent pas être en souffrance depuis plus de 90 jours).

Suspension des taxes minimales pour les entreprises sur les paiements aux points de vente, par les principales banques (numérique